

L'idée de crise évoque généralement un choc brusque, une surprise, une explosion de violence, une invasion. Il est évident que le monde doit prévenir de tels incidents dans la mesure du possible, et les maîtriser lorsqu'ils se produisent.

Il faut toutefois comprendre que ces crises résultent d'un excès de tension accumulée. Elles sont la manifestation violente de problèmes profondément enracinés. Pour éviter que de telles ruptures ne se produisent, il convient de s'attaquer aux facteurs qui en sont la cause. Le seul moyen efficace de remédier à une situation de crise c'est de s'attaquer à la racine du mal.

Malheureusement, les querelles incessantes peuvent tellement monopoliser l'attention et l'énergie des gouvernements que ceux-ci négligent de s'attaquer aux problèmes moins flagrants qui menacent constamment l'ordre mondial et qui seront certainement une source de conflits pour l'avenir. Pour pouvoir éviter les conflits, il faut s'attaquer aux causes fondamentales des problèmes que nous déplorons et essayer de remédier réellement à la situation. C'est un défi de taille car il s'agit d'un problème extrêmement complexe mais il n'est pas insoluble. A force de volonté, nous pourrions arriver à le résoudre.

Ce n'est probablement pas une sensation de menace physique imminente due à la colère et à la frustration des peuples défavorisés qui incitera les pays démocratiques industrialisés à trouver la force de volonté nécessaire et à faire front commun.

Le réfugié mourant qui est couché sur le sable brûlant du Sahel peut à peine trouver la force de sortir de sa misère, à plus forte raison de nous attaquer. Si ses enfants survivent, ils se souviendront de nous et avec rancœur vous pouvez en être certains. Cette menace n'est toutefois pas assez imminente pour nous pousser à agir tout de suite.

Si les grandes puissances se décident à s'attaquer réellement aux problèmes qui accablent un monde chaotique, et à se serrer les coudes davantage, ce sera pour deux raisons: premièrement, parce qu'elles décideront de donner une portée concrète aux valeurs humaines que les Occidentaux prétendent avoir en commun; deuxièmement, parce qu'elles comprendront mieux le besoin impérieux, d'agir dans leur intérêt personnel, même si cette réaction est fondée sur des sentiments moins nobles.

Quelles sont nos valeurs communes? La principale, c'est sans conteste la liberté, la liberté des citoyens et des pays, la liberté politique qui distingue l'Occident de l'Orient, la liberté du système de marché sur lequel sont fondés nos régimes économiques. La liberté dont je parle n'est pas une notion abstraite coupée de nos réalités quotidiennes ni celle que l'on réserve aux discours patriotiques prononcés le jour de la fête nationale; c'est le fondement même et l'âme du type de société que nous avons édiflée en Occident.

A l'échelle du pays, on se rend compte depuis longtemps qu'il ne peut y avoir de liberté réelle si elle n'est pas généralisée. Si l'on empiète sur les droits fondamentaux de mon voisin, mes propres droits, ma sécurité et ma liberté sont inévitablement compromis. Il n'est pas difficile d'admettre cette vérité et son incidence dans son propre pays.

Nous éprouvons plus de difficulté à trouver une réponse moderne à une question vieille comme le monde: qui faut-il considérer comme son voisin? Est-ce la femme qui est à la recherche de nourriture dans un bidonville d'Asie? Est-ce

Relations Nord-Sud

l'homme qui est en prison à cause de ses activités syndicales en Amérique du Sud? Faut-il considérer comme ses voisins les Africains qui meurent faute de soins médicaux ou parce qu'ils boivent de l'eau polluée? Et les habitants de certains villages de l'Inde qui meurent parce qu'ils n'ont pas d'emploi, pas d'instruction et aucun espoir? Et les enfants qui se sauvent en entendant les coups de feu dans les rues de Beyrouth?

● (1520)

Si nous, les peuples du Nord, répondons oui, nous devons agir de concert pour entretenir la flamme de l'espoir. Si nous répondons non, ils sont perdus, et nous aussi.

L'urgence de ces problèmes est l'une des principales raisons pour lesquelles le gouvernement actuel, tout comme le Nouveau parti démocratique, était impatient de trouver un moment pour tenir ce débat important sur la politique étrangère du Canada.

Au début de mon allocution, madame le Président, j'ai dit que nous vivions dans un monde instable où il n'est plus possible de prédire l'avenir avec plus au moins de certitude. L'instabilité politique et économique est sans doute plus visible au tiers monde, mais il faut se rappeler que tous les grands problèmes mondiaux sont liés entre eux. Les relations est-ouest et nord-sud, l'énergie, la prolifération des armes nucléaires, l'alliance Atlantique, le droit de la mer, l'environnement, les réfugiés, les flambées sporadiques de violence et la guerre forment un ensemble complexe de problèmes reliés par des liens de cause à effet.

Il continuera d'y avoir des heurts et des affrontements entre les cultures et la technologie, entre les riches et les pauvres, entre les générations et même entre voisins pendant que la communauté mondiale tentera de composer plus efficacement avec le seul facteur prévisible sur notre planète: une évolution rapide et constante. Voilà le thème de mon propos aujourd'hui: la maîtrise du changement, la gestion des crises que le changement peut provoquer.

Le monde connaît une période troublée. Sur le plan économique, les années 80 et 90 contrasteront fortement avec les années 50 et 60 alors qu'on ne mettait pas plus en doute la croissance rapide que le prochain lever du jour. Après avoir été psychologiquement conditionnés à attendre une expansion constante, les pays doivent maintenant apprendre à se débrouiller en période de compression économique.

Voilà un autre exemple de situation instable que nous devons apprendre à maîtriser. Cela sera sûrement l'une des préoccupations majeures à la réunion au sommet qui se tiendra au Canada le mois prochain. Dans cette perspective, le sommet d'Ottawa pourrait être plus important que tous les précédents.

Les sommets n'ont pas de répercussions immédiates sur la conjoncture internationale principalement parce qu'ils ne sont pas conçus pour déboucher sur l'élaboration d'une politique. Leur grande valeur réside dans le fait qu'ils permettent aux dirigeants des principales démocraties industrialisées de partager leurs analyses des problèmes, de renforcer leur notion d'un objectif commun et de déterminer sur quels points ils peuvent effectuer des rapprochements ou progresser ensemble.

A l'origine, les sommets se limitaient aux questions économiques. Ces dernières années, on s'est également penché sur les grandes questions de politique internationale. Cette tendance se poursuivra sans aucun doute au sommet d'Ottawa, ne serait-ce qu'à cause des préoccupations des dirigeants eux-